

● FRANCIS BISMANS

« UN LIBRE-ÉCHANGE MONDIAL EST UNE ERREUR »

L'économiste belge Francis Bismans (*) plaide pour la fin des tabous libre-échangistes. Il n'est pas opposé à un protectionnisme limité. Quant aux taux de change, « leur fixation ne peut être laissée au bon vouloir du marché ».

CLAUDE DEMELENNE

● Comment définir le protectionnisme ?

Le nom l'indique à suffisance : est protectionniste celui qui veut protéger une économie, c'est-à-dire frapper de droits de douane l'importation de biens et de services étrangers. Il s'oppose à la théorie libre-échangiste, selon laquelle chaque pays est amené à se spécialiser dans les domaines où il dispose d'un avantage comparatif. L'exemple classique, donné par l'économiste Ricardo, est celui du Portugal et de l'Angleterre, le premier disposant d'un avantage comparatif dans la production du porto, la seconde dans celle des textiles. Le Portugal se spécialise en conséquence dans la production de porto. Et l'Angleterre dans celle du textile. Donc, l'Angleterre importera du porto portugais, et le Portugal, du textile anglais. Cette spécialisation et les échanges qui s'ensuivent sont avantageux pour tout le monde : c'est le premier postulat du libre-échangisme. Autre postulat sur lequel la théorie repose : la concurrence accrue entraîne un accroissement de la productivité de chaque pays et donc, une augmentation générale des revenus.

Les pionniers du protectionnisme ont d'abord été appelés, au 17^{ème} siècle, les mercantilistes. Contrairement aux libre-échangistes, ils estimaient qu'il fallait freiner les importations. Le but était d'accumuler un excédent de métaux (or, argent...), comme ils disaient à l'époque. En d'autres termes, dégager une balance des paiements positive.

● **Le libre-échange a toujours été orienté à droite ?**

Absolument pas. Historiquement, la gauche est libre-échangiste, quoique dans un certain sens seulement. En janvier 1848, dans un discours prononcé à Bruxelles, Karl Marx a défendu une position libre échangiste. Je rappelle ses propos, souvent cités, mais rarement dans leur intégralité : « *Le système protecteur est conservateur et le système libre-échangiste est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre le travail et le capital* ». Marx ajoute alors, ce qu'ont tendance à oublier certains : « *C'est seulement dans ce sens révolutionnaire que je vote en faveur du libre-échange* ». Marx associe le protectionnisme à l'aristocratie foncière, qui veut protéger son pouvoir, fondé sur l'agriculture, et le libre-échange à la bourgeoisie industrielle, classe montante.

● **Les thèses protectionnistes ont toujours été très minoritaires ?**

Sur le plan de la théorie économique, il n'existe à peu près que des libre-échangistes. A long terme, les avantages de la concurrence sont réels, nul ne peut le nier. Cela dit, il y a des voix discordantes parmi les économistes. Et pas n'importe lesquelles : celle de Keynes, que tout le monde connaît, mais aussi celle du prix Nobel d'économie, le français Maurice Allais. A mes yeux, ce sont les deux économistes les plus importants du 20^{ème} siècle. Tous deux sont favorables à une certaine dose de protectionnisme. Je résumerai leur position par ce que j'appelle le « théorème d'Allais » : il ne peut y avoir que des accords régionaux



Francis Bismans, professeur à l'Université de Nancy II

de libre-échange. Le libre-échange mondial est une erreur, parce que les niveaux de développement et les coûts salariaux des différents pays sont trop inégaux.

● **Exiger des entreprises recevant des aides financières importantes de l'Etat qu'elles ne délocalisent pas, comme le fait notamment Nicolas Sarkozy, n'est-ce pas une attitude progressiste ?**

Le discours de Nicolas Sarkozy, c'est un épiphénomène. L'intéressé, qui est un spécialiste des dérapages verbaux calculés (nettoyage au karcher des banlieues, etc.) a probablement négligé les répercussions de ses propos, notamment en Tchéquie, présidente de l'Union. La question du protectionnisme mérite en fait un débat plus large. Interdire les délocalisations ne suffit pas. Il faut, en même temps, se pencher sur les taux de change et leur gestion. Leur fixation ne peut être laissée au bon vouloir du marché.

● **Le débat sur les taux de change est complètement occulté...**

C'est très regrettable. Parler de protectionnisme entre les pays qui composent la zone euro et ont donc une monnaie com-

mune, n'a aucun sens, puisque ces pays ne disposent plus de cet instrument qu'est le taux de change national. A côté de cela, il y a les pays qui ne font pas partie de la zone euro, avec lesquels les disparités de coûts salariaux sont parfois considérables. Vis-à-vis de ces pays, essentiellement de l'Est (Croatie, Hongrie, Tchéquie...), il peut se produire des délocalisations non justifiées. Le problème se situe au niveau du taux de change entre l'euro et les monnaies de ces pays. Hélas, on ne fait rien au niveau européen en ce qui concerne ces taux de change. Ma thèse, c'est qu'il faudrait élaborer ce que j'appelle un système monétaire européen de croissance, entre les pays européens qui sont dans la zone euro et les autres. Ici aussi, le « tout au marché » domine, puisque les taux de change sont flottants. Or, l'expérience historique nous l'a appris, les taux flottants sont la proie des spéculateurs. Il s'ensuit des variations des cours beaucoup trop importantes. C'est ce qui explique qu'on a pu passer d'un euro qui valait 0,75 dollar, il y a quelques années, à un euro qui vaut aujourd'hui, j'arrondis légèrement, 1,3 dollar.

● **Vous prônez la fin de tous les tabous monétaires ?**

Il faut accepter d'utiliser l'instrument du taux de change ou alors on se condamne à adopter les thèses libérales sur les salaires comme « variable d'ajustement ». Prenons les échanges entre la Chine et l'Union européenne. Les différences de coûts salariaux sont considérables. Si on fait du salaire la variable d'ajustement, c'est intenable. On ose à peine imaginer jusqu'à quel niveau il faudrait ramener les salaires européens pour être compétitifs vis-à-vis de la Chine ! L'ajustement doit donc se réaliser par les variations du cours euro-yuan. Dans cette logique, le taux de change devrait être fixé

par accord entre pays concernés. C'est problématique, car les Etats-Unis veulent laisser faire le marché. C'est le libre-échange en matière de taux de change. Or le marché fonctionne mal dans ce domaine.

● **L'intégrisme libre-échangiste, c'est cela le problème ?**

Un protectionniste « raisonnable » est quelqu'un qui n'est pas nécessairement favorable aux taux de change flottants tels qu'ils existent aujourd'hui. Les taux de change aussi doivent être dirigés. C'est ce que j'appelle les taux flexibles, c'est-à-dire fixes, mais ajustables par petites doses, graduellement.

Vu l'absence de volonté des Etats-Unis de parvenir à un système monétaire international organisé, il est légitime de faire des exceptions au libre-échange en Europe. Au moins dans deux secteurs. Celui de la politique agricole : du fait que les fermiers américains sont davantage productifs, pourquoi

change un peu plus stable que celui qui existe aujourd'hui. Avec un dollar qui varie autant par rapport à l'euro, comment adopter un protectionnisme raisonnable ? Il est indispensable que l'Europe joue un rôle actif dans la définition d'un nouveau système financier, avec des taux de change plus stables. Cela va à l'encontre des positions libre-échangistes dominantes. C'est le fait de ceux qui dirigent une Commission européenne très à droite dans ses choix économiques.

● **Pas de sortie de crise sans réforme financière ?**

Oui, d'autant plus qu'on ne sait toujours pas si on a affaire à une récession, peut-être un peu plus lourde que d'habitude, ou si on se dirige vers une dépression. Pas nécessairement comme celle des années 1930. Il n'est pas nécessaire de remonter aussi loin dans le temps. Il suffit de se rappeler ce qui se passe depuis une vingtaine d'années au Japon. La stagnation à la japonaise, ce n'est pas triste. En fait, ce pays est en dépression depuis 1990.

● **Un scénario qui menace l'Europe aujourd'hui ?**

C'est possible.

Il convient d'être prudent dans les extrapolations. Rien n'est certain. Pas même la persistance du boom économique de la Chine. Qui dit que, tôt ou tard, celui-ci n'apparaîtra pas comme de la poudre aux yeux ? L'Europe en route vers la dépression ? On verra. Un indice, néanmoins : ce qui a provoqué la dépression japonaise, c'est l'effondrement de l'immobilier et de la Bourse. La similitude avec ce qui se passe actuellement dans le monde est troublante. La dépression n'est pas improbable, mais pas certaine.

● **Le choc risque d'être frontal avec les Etats-Unis ?**

Si les Etats-Unis ne veulent pas d'un accord, l'Union européenne peut fort bien discuter avec le Japon, l'Angleterre, la Chine, etc., pour arriver à un système de taux de

Il convient d'être prudent dans les extrapolations. Rien n'est certain. Pas même la persistance du boom économique de la Chine. Qui dit que, tôt ou tard, celui-ci n'apparaîtra pas comme de la poudre aux yeux ? L'Europe en route vers la dépression ? On verra. Un indice, néanmoins : ce qui a provoqué la dépression japonaise, c'est l'effondrement de l'immobilier et de la Bourse. La similitude avec ce qui se passe actuellement dans le monde est troublante. La dépression n'est pas improbable, mais pas certaine.

● **Avec quelles conséquences, si la dépression se produit ?**

Une véritable course au protectionnisme et au chômage, comme dans les années 30.

« La gauche ne tire pas les leçons de l'Histoire. Elle est libre-échangiste de façon mécanique, sans se poser la moindre question »

A l'époque, les taux de change fixes étaient fixes, mais la tendance à été au repli sur soi de chaque pays. Un protectionnisme qui n'était pas du tout « raisonnable » s'est imposé. Avec une succession de dévaluations compétitives, où chacun essayait de s'assurer un avantage économique sur ses concurrents. Aujourd'hui, les taux de change sont flottants. Il n'empêche que c'est une tentation permanente, pour certains pays, de laisser filer leur monnaie. C'est en partie ce qui a permis la croissance à deux chiffres de la Chine. C'est ce à quoi on assiste aussi

pour certains pays européens, comme la Croatie, la Hongrie... Cet engrenage peut provoquer un protectionnisme déraisonnable, débouchant sur des formes d'autar-

cie. Au final, si les échanges internationaux faiblissent, la dépression économique ne fera que s'approfondir.

● **Le démographe français Olivier Todd écrit dans son dernier livre que « le protectionnisme est la dernière chance de la démocratie européenne ». Etes-vous d'accord avec lui ?**

C'est une jolie formule, mais ce n'est qu'une formule, à peu près dépourvue de sens. Il faut bien sûr discuter de la protection européenne, mais aussi et surtout, des taux de change et de l'action de la Banque centrale eu-

ropéenne. Un protectionnisme raisonnable est un élément parmi d'autres et pas le plus important, pour un programme de sortie de crise.

● **Pourquoi le blocage actuel ?**

Parce que la théorie économique est, globalement, libre-échangiste. Parce que, presque tout le monde, de la droite à la gauche social-démocrate, est libre-échangiste, de façon mécanique. Sans se poser la moindre question. Il n'existe plus guère de voix discordantes. Hormis celles de quelques économistes, comme Maurice Allais, dont Olivier Todd reprend en partie les thèses.

● **Dans ce dossier, la gauche pêche par paresse intellectuelle ?**

Oui, elle ne tire pas les leçons de l'Histoire. François Mitterrand et Pierre Mauroy ont échoué sur cette question. En 1982, leur politique de relance a buté sur le déficit de la balance des paiements. La gauche aurait dû dévaluer dès son arrivée au pouvoir, en 1981, en en faisant porter la responsabilité sur la droite, qui avait creusé le déficit. Elle ne l'a pas fait, ce qui a entraîné le tournant de la rigueur, et le début du recul de la gauche. En 1936, le Front Populaire avait déjà échoué à cause des mêmes erreurs. Donc, en conclusion : de l'intelligence, encore de l'intelligence, toujours de l'intelligence... ■

(*) Professeur à l'Université de Nancy II



Selon Francis Bismans, "il est indispensable que l'Europe joue un rôle actif dans la définition d'un nouveau système financier"

Notre ami Jacques est heureux de vous présenter son nouveau livre : " Sondron fait un carton " écrit et coordonné par Thierry Delgaudinne.



Ce livre, c'est un peu un puzzle composé de ces deux hommes et de... tous les autres. Quand le taciturne Sondron parle avec ses crayons, le volubile Delgaudinne raconte les gens. A travers les conversations qui se dessinent tout au long des pages, il s'agit de décortiquer le monde dans lequel nous vivons. Il ne s'agit donc pas d'un livre « sur » Sondron, ni même « de » Sondron, autant que les textes ne sont pas « de » Delgaudinne. Non, les deux hommes aiment trop pour ça. Il s'agit avant tout d'un livre sur la vie, sur les rencontres, sur l'actualité... On pourrait presque dire un recueil de vie quotidienne, entre causeries devant un bon café et surprises devant les titres des journaux. Alors, comme on est tous des Hommes, on s'y retrouve tous. Piqué au vif par une caricature dérangeante, charmé par une nouvelle amitié, enjoué par un bon dessin, amusé par une invitation à notre « bon » roi ou à Woody Allen : n'en déplaise à certains, on n'est rien moins que des Hommes, mais rien de plus non plus, faut pas charrier !

Sandrine Geuquet

Vendu uniquement sur commande.
Informations et contacts : 0496 992 180 - 0496 629 551
carton.sondron@skynet.be

" Sondron fait un carton "

100 pages couleurs, 21/21 cm, Prix de vente 16,5 € (Frais de port 3 €)